

Art. 8. Iedere zonale commissie stelt een huishoudelijk reglement vast en zendt het over naar het bestuur onderwijs voor sociale promotie.

Art. 9. § 1. De kredieten die nodig zijn voor de werking van de zonale commissies worden elk jaar uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De leden van de zonale commissies hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Alle bij lid 1 bedoelde personen worden gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12.

Art. 10. Wanneer ze de vergaderingen van de zonale commissie bijwonen, zijn de personen in actieve dienst.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 januari 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 449

[C - 98/27077]

5 FEVRIER 1998. — Décret relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les agents assermentés de niveau 1 de la Division de l'emploi et de la formation professionnelle de la Direction générale de l'économie et de l'emploi du Ministère de la Région wallonne désignés par le Gouvernement sont chargés de surveiller, de rechercher et de constater les infractions aux législations et réglementations suivantes :

1° l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises ainsi que ses arrêtés d'exécution;

2° le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand ainsi que ses arrêtés d'exécution;

3° l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux ainsi que ses arrêtés d'exécution;

4° la loi-programme du 30 décembre 1988, titre III, chapitre II, portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics ainsi que ses arrêtés d'exécution;

5° le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand ainsi que ses arrêtés d'exécution;

6° le décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire ainsi que ses arrêtés d'exécution;

7° le décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises et ses arrêtés d'exécution;

8° l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants;

9° l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}, ainsi que ses arrêtés d'exécution;

10° le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant ainsi que ses arrêtés d'exécution;

11° le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle ainsi que ses arrêtés d'exécution.

De même, sont désignés par le Gouvernement afin de rechercher et de constater les infractions aux législations visées aux points 9° et 10° de l'alinéa 1^{er} les agents assermentés de niveau 1 de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi.

Art. 2. Pour l'exécution et l'application du présent décret, on entend par :

1° « inspecteurs sociaux » : les agents visés à l'article 1^{er};

2° « travailleurs » : les personnes qui exécutent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne en vertu d'un contrat de travail;

3° « bénéficiaires » : les personnes qui sont visées par les législations visées à l'article 1^{er};

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil. — 319 (1997-1998) N^{os} 1 à 9.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 28 janvier 1998. — Discussion. Vote.

4° « employeurs » : les personnes qui occupent les personnes visées au 2°, ou qui sont assimilées aux employeurs dans les cas et les conditions déterminés par la législation et notamment :

a) ceux qui exploitent un bureau de placement ou qui perçoivent une commission dans le cadre de la législation relative à l'exploitation des bureaux de placement payants;

b) les exploitants d'entreprises de travail intérimaire;

5° « données sociales » : toutes données nécessaires à l'application de la législation concernant le droit du travail et de la sécurité sociale;

6° « institutions publiques de sécurité sociale » : les institutions publiques ainsi que les services des ministères qui sont chargés d'appliquer la législation relative à la sécurité sociale;

7° « lieux de travail » : tous les lieux où des activités qui sont soumises au contrôle des inspecteurs sociaux sont exercées ou dans lesquels sont occupées des personnes soumises aux dispositions des législations dont ils exercent la surveillance et, entre autres, les entreprises, parties d'entreprises, établissements, parties d'établissements, bâtiments, locaux, endroits situés dans l'enceinte de l'entreprise, chantiers et travaux en dehors des entreprises;

8° « législation » : les législations et les réglementations visées à l'article 1^{er}.

Art. 3. Les inspecteurs sociaux munis des pièces justificatives de leurs fonctions peuvent dans l'exercice de leurs missions :

1° pénétrer, avec l'autorisation du juge au tribunal de police, dans tous les lieux de travail et les locaux habités;

2° procéder, dans le respect des droits de la défense ainsi qu'en garantissant à quiconque le droit de ne pas témoigner contre lui-même, à tout examen, contrôle et audition et recueillir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions de la législation dont ils exercent la surveillance sont effectivement observées, et notamment :

a) interroger, soit seuls, soit ensemble, soit en présence de témoins, l'employeur, ses préposés ou mandataires, les membres des délégations syndicales, des comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et des conseils d'entreprise, les travailleurs, les bénéficiaires, ainsi que toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire, sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) prendre l'identité des personnes qui se trouvent sur les lieux de travail ou les autres lieux qui sont soumis à leur contrôle et dont ils peuvent raisonnablement présumer qu'elles sont des employeurs, préposés ou mandataires, travailleurs, bénéficiaires, ainsi que toute personne dont ils estiment l'audition nécessaire pour l'exercice de la surveillance; à cet effet, exiger de ces personnes la présentation de documents officiels d'identification ou rechercher l'identité de ces personnes par d'autres moyens;

c) se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information contenant des données sociales, dont l'établissement, la tenue ou la conservation sont prescrits par les normes dont ils assurent la surveillance et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies, ou se faire fournir ceux-ci sans frais par l'employeur, ses préposés ou mandataires, ou même saisir n'importe quels supports d'information visés par ce littéra contre récépissé;

d) se faire produire, sans déplacement, pour en prendre connaissance, tous autres livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission et en prendre des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies, ou se faire fournir ceux-ci sans frais par l'employeur, ses préposés ou mandataires, ou même saisir n'importe quels supports d'information visés par ce littéra contre récépissé;

3° ordonner que les documents dont l'apposition est prévue par les législations dont ils exercent la surveillance soient et restent effectivement apposés, dans un délai qu'ils déterminent ou sans délai;

4° s'ils l'estiment nécessaire dans l'intérêt des travailleurs ou des bénéficiaires, établir ou délivrer tout document remplaçant ceux visés par la législation dont ils exercent la surveillance.

Art. 4. Les inspecteurs sociaux communiquent les renseignements recueillis lors de leurs enquêtes aux agents d'autres services, aux services du Gouvernement wallon, aux fonctionnaires chargés de la surveillance d'autres réglementations dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces fonctionnaires et services dans l'exercice des missions qui leur sont confiées.

Il y a obligation de communiquer ces renseignements lorsque les fonctionnaires et services visés à l'alinéa 1^{er} le demandent.

Toutefois, les renseignements recueillis à l'occasion de l'exécution de devoirs prescrits par l'autorité judiciaire ne peuvent être communiqués qu'avec l'autorisation de celle-ci.

Art. 5. Tous les services de l'Etat, y compris les parquets et les greffes des cours et de toutes les juridictions, des Communautés, des Régions, des provinces, des agglomérations, des fédérations de communes, des communes, des associations dont elles font partie, des institutions publiques qui en dépendent, ainsi que de toutes les institutions publiques et des institutions coopérantes de sécurité sociale, sont tenus, vis-à-vis des inspecteurs sociaux et à leur demande, de leur fournir tous renseignements, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information et de leur en fournir des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies que ces derniers estiment utiles à la surveillance du respect de la législation dont ils sont chargés.

Tous les services précités sont tenus de fournir sans frais ces renseignements, extraits, duplicata, impressions, listages, copies ou photocopies.

Toutefois, les actes, pièces, registres, documents ou renseignements relatifs à des procédures judiciaires ne peuvent être communiqués sans l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général.

Art. 6. Les institutions publiques de sécurité sociale, les inspecteurs sociaux, les inspecteurs sociaux des autres services d'inspection, ainsi que tous les autres fonctionnaires chargés de la surveillance d'autres législations peuvent utiliser les renseignements obtenus sur base des articles 4 et 5 pour l'exercice de toutes les missions concernant la surveillance dont ils sont chargés.

Art. 7. Les inspecteurs sociaux peuvent échanger avec les inspections des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail, où la convention n° 81 relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, approuvée par la loi du 29 mars 1957, est en vigueur, tous renseignements qui peuvent être utiles pour l'exercice de la surveillance dont chacun d'entre eux est chargé.

Les renseignements reçus des inspections des autres Etats membres de l'Organisation internationale du travail sont utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements similaires recueillis directement par les inspecteurs sociaux.

Les renseignements destinés aux inspections de ces Etats membres sont recueillis par les inspecteurs sociaux dans les mêmes conditions que les renseignements similaires destinés à l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés eux-mêmes.

L'administration à laquelle appartiennent les inspecteurs sociaux peut également, en exécution d'un accord conclu avec les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Organisation internationale du travail, autoriser sur le territoire national la présence de fonctionnaires des inspections de cet Etat membre en vue de recueillir tous renseignements qui peuvent être utiles à l'exercice de la surveillance dont ces derniers sont chargés.

Les renseignements recueillis à l'étranger par un inspecteur social, dans le cadre d'un accord conclu avec un Etat membre de l'Organisation internationale du travail, peuvent être utilisés dans les mêmes conditions que les renseignements recueillis dans la Région wallonne par les inspecteurs sociaux.

Art. 8. Les inspecteurs sociaux ont une mission d'information, de conseil, de prévention et de contrôle.

Ils ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle et de dresser des procès-verbaux.

Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire pour autant qu'une copie en soit communiquée au contrevenant et, le cas échéant, à son employeur, dans un délai de quatorze jours prenant cours le lendemain du jour de la constatation de l'infraction. Lorsque le jour de l'échéance, qui est compris dans ce délai, est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est reporté au prochain jour ouvrable.

L'avertissement donné au contrevenant n'équivaut pas à la constatation de l'infraction.

Les constatations matérielles faites par les inspecteurs sociaux peuvent être utilisées, avec leur force probante, par les fonctionnaires chargés de la surveillance du respect d'autres législations.

Art. 9. Les inspecteurs sociaux peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, requérir l'assistance de la police communale et de la gendarmerie.

Art. 10. Sans préjudice des dispositions de la loi du 8 octobre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les inspecteurs sociaux doivent prendre les mesures nécessaires afin de garantir le caractère confidentiel des données sociales à caractère personnel dont ils ont obtenu connaissance dans l'exercice de leur mission ainsi que l'usage de ces données aux seules fins requises pour l'exercice de leur mission de surveillance.

Art. 11. Sauf autorisation expresse de l'auteur d'une plainte ou d'une dénonciation relative à une infraction aux dispositions des législations dont ils exercent la surveillance, les inspecteurs sociaux ne peuvent révéler en aucun cas, même devant les tribunaux, le nom de l'auteur de cette plainte ou de cette dénonciation.

Il leur est de même interdit de révéler à l'employeur ou à son représentant qu'il a été procédé à une enquête à la suite d'une plainte ou d'une dénonciation.

Art. 12. Les inspecteurs sociaux ne peuvent avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, dans les entreprises ou institutions qu'ils sont chargés de contrôler.

Art. 13. Toute décision sur l'action publique du chef d'infraction à la législation dont ils exercent la surveillance est portée, à leur demande, à la connaissance des inspecteurs sociaux qui ont dressé procès-verbal.

La communication de cette décision aux inspecteurs sociaux est faite à la diligence, selon le cas, de l'organe du ministère public qui l'a prise, du greffier du tribunal de première instance ou de la cour d'appel qui l'a prononcée.

Art. 14. Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 26 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, l'employeur, ses préposés ou ses mandataires qui n'observent pas, dans les délais fixés par les inspecteurs sociaux, l'ordre donné par ces derniers d'apposer les documents visés à l'article 3, 3°, du présent décret ainsi que les documents sociaux.

Est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1 000 à 5 000 francs, ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui met obstacle à la surveillance organisée en vertu du présent décret.

Art. 15. Sont abrogés, en ce qui concerne la Région wallonne :

1° les articles 23 à 26 de l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants;

2° l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995;

3° l'article 19bis de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels subventionnés, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995;

4° l'article 14bis de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 1995;

5° l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 1993 portant exécution du décret du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire;

6° l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 1994 portant exécution du décret du 19 mai 1994 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets au bénéfice des petites et moyennes entreprises;

7° l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés.

Art. 16. Des agents contractuels affectés aux services d'inspection visés à l'article 1^{er} à la date du 1^{er} janvier 1998 peuvent exercer la fonction d'inspecteur social. La liste de ces agents est déterminée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 février 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 449

[C - 98/27077]

**5. FEBRUAR 1998 — Dekret über die Überwachung und Kontrolle
bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Die von der Regierung bezeichneten vereidigten Beamten der Stufe 1 des Ministeriums der Wallonischen Region, Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung, Abteilung Beschäftigung und Berufsausbildung, werden beauftragt, Verstöße gegen die nachstehend angeführten Gesetzgebungen und Bestimmungen zu überwachen, aufzuspüren und festzustellen:

1° der Königliche Erlaß Nr. 258 vom 31. Dezember 1983 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die für gewisse Projekte zur Unterstützung von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, sowie dessen Durchführungserlasse;

2° das Dekret vom 11. Juli 1996 über den zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor sowie dessen Durchführungserlasse;

3° der Königliche Erlaß Nr. 474 vom 28. Oktober 1986 zur Einrichtung eines Systems für staatlich bezuschußtes Vertragspersonal bei gewissen lokalen Behörden sowie dessen Durchführungserlasse;

4° das Programmgesetz vom 30. Dezember 1988, Titel III, Kapitel II - Einrichtung eines Systems von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden sowie dessen Durchführungserlasse;

5° das Dekret vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor sowie dessen Durchführungserlasse;

6° das Dekret vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe sowie dessen Durchführungserlasse;

7° das Dekret vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die für gewisse Projekte zur Unterstützung von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden, sowie dessen Durchführungserlasse;

8° der Königliche Erlaß vom 28. November 1975 über den Betrieb von Büros zur gebührenpflichtigen Arbeitsvermittlung;

9° der Gesetzerlaß vom 28. Dezember 1944 bezüglich der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer, insbesondere des Artikels 7 § 1, sowie dessen Durchführungserlasse;

10° das Dekret vom 18. Juli 1997 bezüglich der Eingliederung von Arbeitsuchenden bei Arbeitgebern, die eine Ausbildung organisieren, durch die eine freie Stelle besetzt werden kann, sowie dessen Durchführungserlasse;

11° das Dekret vom 18. Juli 1997 zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat und den Regionen bezüglich des beruflichen Übergangsprogramms, sowie dessen Durchführungserlasse;

Die vereidigten Beamten der Stufe 1 des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) werden ihrerseits von der Regierung bezeichnet, um Verstöße gegen die in Absatz 1 Punkt 9° und 10° angeführten Gesetzgebungen aufzuspüren und festzustellen.

(1) Sitzung 1997-1998 :

Dokumente des Rates. — 319 (1997-1998) Nrn. 1 bis 9.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 28. Januar 1998. Diskussion. Abstimmung.

Art. 2 - Für die Durchführung und die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° "Sozialinspektoren": die in Artikel 1 bezeichneten Beamten;

2° "Arbeitnehmer": die Personen, die im Rahmen eines Arbeitsvertragsverhältnisses Arbeitsleistungen unter der Autorität einer Drittperson verrichten;

3° "Bezugsberechtigte": die durch die in Artikel 1 angeführten Gesetzgebungen betroffenen Personen;

4° "Arbeitgeber": die Personen, die die in Punkt 2° angeführten Personen beschäftigen, oder die in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch die Gesetzgebung festgelegt werden, den Arbeitgebern gleichgestellt werden können, d.h. u.a.:

a) jene Personen, die ein Vermittlungsbüro betreiben oder die im Rahmen der Gesetzgebung über den Betrieb von Büros zur gebührenpflichtigen Arbeitsvermittlung eine Provision beziehen;

b) die Betreiber von Zeitarbeitsbetrieben;

5° "Soziale Angaben": alle für die Anwendung der Gesetzgebung auf dem Gebiet des Arbeitsrechts und der sozialen Sicherheit notwendigen Informationen;

6° "Öffentliche Einrichtungen für soziale Sicherheit": die öffentlichen Einrichtungen, sowie die Dienststellen der Ministerien, die mit der Anwendung der Gesetzgebung auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit beauftragt sind;

7° "Arbeitsstätten": alle Stätten, an denen Aktivitäten, die der Überwachung durch Sozialinspektoren unterliegen, ausgeübt werden, und an denen Personen beschäftigt werden, die den Bestimmungen der Gesetzgebungen unterliegen, deren Beachtung durch diese Inspektoren überwacht wird, d.h. insbesondere Unternehmen, Abteilungen von Unternehmen, Einrichtungen, Abteilungen von Einrichtungen, Gebäude, Räume, innerhalb des Unternehmens gelegene Orte, außerhalb der Unternehmen gelegene Baustellen und Arbeitsstellen;

8° "Gesetzgebung": die in Artikel 1 angeführten Gesetzgebungen und Bestimmungen.

Art. 3 - Die Sozialinspektoren müssen Ausweispapiere bei sich haben, die sie in ihrem Amt legitimieren. Sie sind befugt, im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben:

1° mit der Erlaubnis des Richters des Polizeigerichts alle Arbeitsstätten und bewohnten Räumlichkeiten zu betreten;

2° unter Beachtung der Rechte der Verteidigung sowie unter Zugeständnis des allgemeinen Rechts, nicht gegen sich selbst aussagen zu müssen, jegliche Überprüfung, Kontrolle und Anhörung durchzuführen, und alle Informationen einzuholen, die sie für notwendig erachten, um sicherzustellen, daß die gesetzlichen Bestimmungen, deren Beachtung sie überwachen müssen, tatsächlich beachtet werden, insbesondere:

a) den Arbeitgeber, seine Beauftragten oder Bevollmächtigten, die Mitglieder der Gewerkschaftsdelegationen, der Ausschüsse für Sicherheit, Hygiene und Verschönerung des Arbeitsplatzes sowie der Betriebsräte, die Arbeitnehmer, die Bezugsberechtigten, sowie jede Person, deren Anhörung sie für notwendig erachten, zu allen Fakten, deren Kenntnis für die Ausübung der Überwachungsaufgabe dienlich ist, zu befragen, sei es alleine, gemeinsam oder in Gegenwart von Zeugen;

b) die Feststellung der Identität jener Personen durchzuführen, die sich an der Arbeitsstätte oder an jeglichem ihrer Kontrolle unterliegenden Ort befinden, und von denen angemessen vorausgesetzt werden kann, daß es sich um Arbeitgeber, Beauftragte oder Bevollmächtigte handelt, oder um Arbeitnehmer, Bezugsberechtigte oder jegliche Personen, deren Anhörung sie im Rahmen der Überwachung für notwendig erachten; diesbezüglich sind sie befugt, von diesen Personen die Vorlegung von amtlichen Ausweisdokumenten zu verlangen oder deren Identität durch andere Mittel festzustellen;

c) ohne sich an Ort und Stelle begeben zu müssen, sich zur Kenntnisnahme alle Bücher, Register, Dokumente, EDV-Träger, Bänder oder jegliche anderen Datenträger, die soziale Angaben beinhalten und deren Anlegen, Führung und Aufbewahrung durch die Bestimmungen, deren Beachtung sie überwachen müssen, vorgeschrieben werden, vorlegen zu lassen sowie Auszüge, Duplikate, Drucke, Listen, Abschriften oder Photokopien zu nehmen oder sich diese kostenlos durch den Arbeitgeber, den Beauftragten oder den Bevollmächtigten zustellen zu lassen oder aber jegliche im vorliegenden Buchstaben c) angeführten Datenträger gegen Empfangsbestätigung zu beschlagnahmen;

d) ohne sich an Ort und Stelle begeben zu müssen, sich zur Kenntnisnahme alle Bücher, Register, Dokumente, EDV-Träger, Bänder oder jegliche anderen Datenträger, deren Überprüfung sie im Rahmen der Überwachung für notwendig erachten, vorlegen zu lassen sowie Auszüge, Duplikate, Drucke, Listen, Abschriften oder Photokopien zu nehmen oder sich diese kostenlos durch den Arbeitgeber, den Beauftragten oder den Bevollmächtigten zustellen zu lassen oder aber jegliche im vorliegenden Buchstaben d) angeführten Datenträger gegen Empfangsbestätigung zu beschlagnahmen;

3° anzuordnen, daß die Dokumente, deren Anschlag durch die Gesetzgebungen, deren Beachtung sie überwachen müssen, vorgesehen ist, tatsächlich angeschlagen werden und bleiben, sei es in einer von ihnen festgelegten Frist oder fristlos;

4° wenn sie es im Interesse der Arbeitnehmer oder der Bezugsberechtigten für notwendig erachten, jegliches Dokument auszufertigen oder ausstellen zu lassen, das jene ersetzt, die in den Gesetzgebungen, deren Beachtung sie überwachen müssen, angeführt werden.

Art. 4 - Die Sozialinspektoren übermitteln die im Rahmen ihrer Nachforschungen eingeholten Informationen den Beamten anderer Dienststellen, den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den mit der Überwachung anderer Bestimmungen beauftragten Beamten, insofern diese Informationen für die genannten Beamten und Dienststellen für die Ausübung der ihnen anvertrauten Aufgaben von Belang sein können.

Diese Informationen sind den in Absatz 1 genannten Beamten und Dienststellen auf deren Anfrage hin zu übermitteln.

Wenn die Informationen jedoch im Rahmen der Durchführung von der Justizbehörde vorgeschriebener Untersuchungen gesammelt wurden, dürfen sie nur mit der Genehmigung dieser Behörde übermittelt werden.

Art. 5 - Alle Dienststellen des Staates, einschließlich der Anwaltschaften und Kanzleien der Gerichtshöfe und aller Gerichtsbarkeiten, der Gemeinschaften und Regionen, der Provinzen, der Agglomerationen, der Zusammenschlüsse von Gemeinden, der Gemeinden, der Vereinigungen, denen sie angehören, der ihnen untergeordneten öffentlichen Einrichtungen sowie aller öffentlichen Einrichtungen und der sich an der sozialen Sicherheit beteiligenden Einrichtungen sind gegenüber den Sozialinspektoren verpflichtet, diesen auf Anfrage alle Informationen zu übermitteln sowie ihnen zur Kenntnisnahme alle Bücher, Register, Dokumente, EDV-Träger, Bänder oder jegliche

anderen Datenträger vorzulegen sowie ihnen Auszüge, Duplikate, Drucke, Listen, Abschriften oder Photokopien zuzustellen, die diese im Rahmen der Überwachung der Beachtung der Gesetzgebung, mit der sie beauftragt wurden, für zweckdienlich erachten.

Alle vorgenannten Dienststellen sind verpflichtet, diese Informationen, Auszüge, Duplikate, Drucke, Listen, Abschriften oder Photokopien unentgeltlich zuzustellen.

Die Akten, Schriftstücke, Register, Dokumente und Informationen, die sich auf Gerichtsverfahren beziehen, dürfen jedoch ohne ausdrückliche Genehmigung des Generalprokurators oder des Generalauditors nicht übermittelt werden.

Art. 6 - Die öffentlichen Einrichtungen für soziale Sicherheit, die Sozialinspektoren, die Sozialinspektoren der anderen Inspektionsdienste sowie alle anderen mit der Überprüfung anderer Gesetzgebungen beauftragten Beamten sind berechtigt, für alle ihnen anvertrauten Überwachungsaufgaben, die auf der Grundlage der Artikel 4 und 5 erlangten Informationen zu benutzen.

Art. 7 - Die Sozialinspektoren sind berechtigt, mit allen Inspektionsdiensten der Mitgliedstaaten der Internationalen Arbeitsorganisation, in denen das durch das Gesetz vom 29. März 1957 verabschiedete Übereinkommen Nr. 81 über die Inspektion der Arbeit in Industrie und Handel in Kraft ist, alle Informationen auszutauschen, die im Rahmen der Überwachung, mit der sie jeweils beauftragt sind, zweckdienlich sein können.

Die von den Inspektionsdiensten der Mitgliedstaaten der Internationalen Arbeitsorganisation übermittelten Informationen werden unter den gleichen Bedingungen behandelt wie vergleichbare Informationen, die direkt bei den Sozialinspektoren eingegangen sind.

Die für die Inspektionsdienste dieser Mitgliedstaaten bestimmten Informationen werden von den Sozialinspektoren unter den gleichen Bedingungen eingeholt wie vergleichbare Informationen, die für die Ausübung der Überwachung, mit denen sie selbst beauftragt sind, bestimmt wären.

Die Verwaltung, der die Sozialinspektoren angehören, ist ebenfalls berechtigt, in Ausführung eines mit den zuständigen Behörden eines Mitgliedstaates der Internationalen Arbeitsorganisation geschlossenen Abkommens die Anwesenheit von Beamten der Inspektionsdienste dieses Mitgliedstaates, deren Aufgabe es ist, alle Informationen einzuholen, die im Rahmen der Überwachung, mit denen sie jeweils beauftragt sind, zweckdienlich sein können, auf dem Staatsgebiet zu erlauben.

Die im Ausland durch einen Sozialinspektor im Rahmen eines mit einem Mitgliedstaat der Internationalen Arbeitsorganisation geschlossenen Abkommens eingeholten Informationen können unter den gleichen Bedingungen genutzt werden, wie die Informationen, die von den Sozialinspektoren in der Wallonischen Region gesammelt wurden.

Art. 8 - Die Sozialinspektoren haben eine Aufgabe der Information, der Beratung, der Vorbeugung und der Kontrolle.

Sie sind berechtigt, Verwarnungen zu erteilen und dem Zuwiderhandelnden eine Frist einzuräumen, um ihm zu ermöglichen, seinen Verpflichtungen nachzukommen, sowie Protokolle aufzunehmen.

Diese Protokolle sind verbindlich bis das Gegenteil erwiesen ist, insofern dem Zuwiderhandelnden und ggf. seinem Arbeitgeber innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Tag nach der Feststellung des Verstoßes eine Abschrift übermittelt wurde. Wenn es sich bei dem Fälligkeitsdatum (das in der Frist einbegriffen ist) um einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag handelt, wird es auf den nächsten Arbeitstag vertagt.

Die dem Zuwiderhandelnden erteilte Verwarnung ist nicht mit der Feststellung des Verstoßes gleichzusetzen.

Die materiellen Feststellungen der Sozialinspektoren können beweiskräftig von mit der Überwachung der Beachtung anderer Gesetzgebungen beauftragten Beamten genutzt werden.

Art. 9 - Die Sozialinspektoren sind berechtigt, bei der Ausübung ihres Amtes die Unterstützung der Kommunalpolizei und der Gendarmerie zu beantragen.

Art. 10 - Unbeschadet der Bestimmungen des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Behandlung von Daten persönlicher Art sind die Sozialinspektoren verpflichtet, die notwendigen Maßnahmen zu treffen, um den vertraulichen Charakter der sozialen Angaben persönlicher Art, von denen sie im Rahmen der Ausübung ihres Amtes Kenntnis erlangt haben, zu gewährleisten. Sie müssen ebenfalls gewährleisten, daß diese Daten ausschließlich zu Zwecken, die für die Ausübung ihrer Überwachungsaufgabe notwendig sind, genutzt werden.

Art. 11 - Die Sozialinspektoren dürfen auf keinen Fall, auch nicht vor Gericht, den Namen des Urhebers einer Beschwerde oder einer Denunzierung preisgeben, es sei denn der Urheber dieser Beschwerde oder Denunzierung im Zusammenhang mit einem Verstoß gegen die Bestimmungen der Gesetzgebungen, mit deren Überwachung sie beauftragt sind, erlaubt ihnen dies ausdrücklich.

Es ist den Sozialinspektoren ebenfalls untersagt, dem Arbeitgeber oder seinem Vertreter mitzuteilen, daß eine Untersuchung im Anschluß an eine Beschwerde oder Denunzierung durchgeführt wurde.

Art. 12 - Die Sozialinspektoren dürfen weder direkt noch indirekt ein beliebiges Interesse an einem Unternehmen oder einer Einrichtung, mit deren Kontrolle sie beauftragt sind, besitzen.

Art. 13 - Jeglicher Beschluß im Rahmen des öffentlichen Verfahrens im Zusammenhang mit dem Verstoß gegen die Gesetzgebung, deren Beachtung sie überprüfen, ist den Sozialinspektoren, die das Protokoll aufgenommen haben, auf deren Anfrage hin mitzuteilen.

Die Mitteilung dieses Beschlusses an die Sozialinspektoren geschieht auf deren Anfrage durch die Instanz der Staatsanwaltschaft, die ihn gefaßt hat, bzw. die Kanzlei des erstinstanzlichen Gerichts oder des Appellationshofes, an dem er verkündet wurde.

Art. 14 - Der Arbeitgeber, seine Beauftragten oder seine Bevollmächtigten, die innerhalb der von den Sozialinspektoren festgelegten Fristen nicht deren Aufforderung nachkommen, die in Artikel 3^o des vorliegenden Dekrets genannten Dokumente sowie die Dokumente mit sozialem Inhalt anzuschlagen, werden mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis drei Monaten und einer Geldstrafe von 26 bis 500 BEF oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

Jegliche Person, die die kraft des vorliegenden Dekrets organisierte Überwachung in irgendeiner Weise behindert, wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 1 000 bis 5 000 BEF oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

Art. 15 - Werden für das Gebiet der Wallonischen Region aufgehoben:

1° die Artikel 23 und 26 des Königlichen Erlasses vom 28. November 1975 über den Betrieb von Büros zur gebührenpflichtigen Arbeitsvermittlung;

2° Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Juni 1990 zur Durchführung des Dekrets vom 31. Mai 1990 zur Schaffung eines speziell für Langzeitarbeitslose bestimmten Programms zur Förderung des Arbeitsmarktes im nichtkommerziellen Sektor, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995;

3° Artikel 19bis des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 zur Bestimmung der Kriterien für die Verteilung der Zuschüsse, die den lokalen Behörden, die Vertragspersonal beschäftigen, gewährt werden, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995;

4° Artikel 14bis des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Juni 1993 zur Einführung von Beihilfen für die Gründung, die Erweiterung und die Umstellung von Betrieben durch die Förderung der Einstellung und der Berufsbildung der Arbeitnehmer, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 30. März 1995;

5° Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 1993 zur Durchführung des Dekrets vom 27. Juni 1991 über die Zulassung der Zeitarbeitsbetriebe;

6° Artikel 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. September 1994 zur Durchführung des Dekrets vom 19. Mai 1994 bezüglich der Einstellung von Arbeitslosen, die für gewisse Projekte zur Unterstützung von Klein- und Mittelbetrieben eingesetzt werden;

7° Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Mai 1995 über die Einstellung von bezuschußten Vertragspersonalmitgliedern bei bestimmten öffentlichen Behörden und gleichgestellten Arbeitgebern.

Art. 16 - Vertraglich angestellte Bedienstete, die den in Artikel 1 erwähnten Inspektionsdienststellen am 1. Januar 1998 zugewiesen werden, können das Amt eines Sozialinspektors ausüben. Das Verzeichnis dieser Bediensteten wird von der Regierung festgelegt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Februar 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 449

[C - 98/27077]

**5 FEBRUARI 1998. — Decreet houdende toezicht en controle
op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De door de Regering aangewezen beëdigde personeelsleden van niveau 1 van de Afdeling Tewerkstelling en Vorming van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest zijn belast met het opsporen en het vaststellen van overtredingen van de onderstaande wetgeving :

1° het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

2° het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

3° het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° de programmawet van 30 december 1988, Titel III, Hoofdstuk II - Opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad. — 319 (1997-1998) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 28 januari 1998. — Bespreking. Stemming.

5° het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

6° het decreet van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureau's, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

7° het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

8° het koninklijk besluit van 28 november 1975 betreffende de exploitatie van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling;

9° de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

10° het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan;

11° het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, alsook de uitvoeringsbesluiten ervan.

Ook de beëdigde personeelsleden van niveau 1 van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) worden door de Regering aangewezen om de overtredingen van de onder 9° en 10°, eerste lid, bedoelde wetgeving op te sporen en vast te stellen.

Art. 2. Voor de uitvoering en de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "sociale inspecteurs" : de in artikel 1 bedoelde personeelsleden;

2° "werknemers" : personen die op basis van een arbeidsovereenkomst tewerkgesteld zijn bij een andere persoon;

3° "begunstigden" : de personen die onder de in artikel 1 bedoelde wetgeving vallen;

4° "werkgevers" : personen die de in 2° bedoelde personen tewerkstellen of die met werkgevers gelijkgesteld worden in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij de wetgeving, met name :

a) degenen die een bureau voor arbeidsbemiddeling uitbaten of in aanmerking komen voor een commissieeloon overeenkomstig de wetgeving betreffende de exploitatie van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling;

b) de uitbaters van uitzendbureaus;

5° "sociale gegevens" : alle gegevens die nodig zijn voor de toepassing van de wetgeving betreffende het recht op arbeid en sociale zekerheid;

6° "openbare instellingen voor sociale zekerheid" : de openbare instellingen en de diensten van de ministeries, die belast zijn met de toepassing van de wetgeving op de sociale zekerheid;

7° "werkplaatsen" : alle plaatsen waar activiteiten onder het toezicht van sociale inspecteurs worden verricht of waar de werknemers onder de bepalingen van de wetgeving vallen waarvan de naleving wordt nagegaan door de inspecteurs, met name bedrijven, delen van bedrijven, inrichtingen, delen van inrichtingen, gebouwen, lokalen, binnen de muren van het bedrijf gelegen ruimten, werven en werken buiten de bedrijven;

8° "wetgeving" : de in artikel 1 bedoelde wetgeving.

Art. 3. In het kader van hun opdracht mogen de sociale inspecteurs op vertoon van het bewijs van hun hoedanigheid :

1° alle werkplaatsen en bewoonde lokalen binnendringen met de toelating van de rechter van de politierechtbank;

2° met inachtneming van de rechten van de verdediging en door iedereen het recht te waarborgen om niet tegen zichzelf te getuigen, alle onderzoeken, controles en verhoren uitvoeren die ze nuttig achten en de nodige inlichtingen inwinnen om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de wetgeving waarop ze toezicht houden daadwerkelijk in acht worden genomen, met name :

a) de werkgever, zijn aangestelden of afgevaardigden, de leden van de vakbondsafvaardigingen, van de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen, de leden van de bedrijfsraden, de werknemers, de begunstigden en elke persoon van wie ze menen dat hij gehoord moet worden, hetzij afzonderlijk, hetzij gezamenlijk, hetzij in aanwezigheid van getuigen ondervragen over elk feit dat nuttig kan zijn voor de uitoefening van het toezicht;

b) de identiteit vaststellen van personen die zich op een werkplaats bevinden of op een andere plaats die onder hun toezicht staat en van wie ze redelijkerwijs kunnen vermoeden dat het werkgevers, aangestelden of afgevaardigden, werknemers of begunstigden zijn, alsook van elke persoon van wie ze menen dat ze gehoord moeten worden voor de uitoefening van het toezicht; ze kunnen daartoe officiële identiteitspapieren eisen of de identiteit van deze personen met andere middelen opzoeken;

c) zich ter plaatse alle boeken, registers, documenten, platen, banden of elke andere informatiedrager met sociale gegevens laten overleggen die opgemaakt, bijgehouden of bewaard moeten worden volgens de normen waarop ze toezicht houden, en er uittreksels, duplicaten, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën van nemen of zich deze gratis laten bezorgen door de werkgever, zijn aangestelden of afgevaardigden, of zelfs om het even welke van voormelde informatiedragers tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

d) zich ter plaatse alle andere boeken, registers, documenten, platen, banden of andere informatiedragers laten overleggen die ze nodig achten om hun opdracht te vervullen, en er uittreksels, duplicaten, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën van nemen of zich deze gratis laten bezorgen door de werkgever, zijn aangestelden of afgevaardigden, of zelfs om het even welke van voormelde informatiedragers tegen ontvangstbewijs in beslag nemen;

3° bevelen dat de documenten die aangeplakt moeten worden overeenkomstig de wetgeving waarop ze toezicht houden, daadwerkelijk aangeplakt worden binnen een termijn die ze vaststellen of zo spoedig mogelijk;

4° indien ze het nodig achten in het belang van de werknemers of van de begunstigden, elk document opmaken of afgeven ter vervanging van de documenten bedoeld in de wetgeving waarop ze toezicht houden.

Art. 4. De sociale inspecteurs verstrekken de verzamelde gegevens aan de personeelsleden van andere diensten, aan de diensten van de Waalse Regering, aan de ambtenaren die belast zijn met het toezicht op de naleving van andere reglementeringen, voor zover deze ambtenaren en diensten van die gegevens kunnen gebruiken in het kader van hun opdrachten.

De gegevens moeten verstrekt worden wanneer de in het eerste lid bedoelde ambtenaren en diensten erom vragen.

De gegevens die verzameld worden tijdens de uitvoering van de door de gerechtelijke overheid opgelegde taken, mogen echter enkel met haar toestemming verstrekt worden.

Art. 5. Alle Rijksdiensten, met inbegrip van de parketten en griffies van de hoven en van alle rechtscolleges, en diensten van de Gemeenschappen, Gewesten, provincies, agglomeraties, federaties van gemeenten, gemeenten, verenigingen waarvan ze deel uitmaken, openbare instellingen die ervan afhankelijk zijn, alsook alle openbare instellingen en medewerkende instellingen voor sociale zekerheid, moeten de sociale inspecteurs alle gegevens verstrekken waarom ze verzoeken. Ze moeten hen eveneens alle boeken, registers, documenten, platen, banden of andere informatiedragers bezorgen, alsmede de uittreksels, duplicaten, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën daarvan die ze nuttig achten voor het toezicht op de naleving van de wetgeving.

Alle voormelde diensten moeten deze inlichtingen, uittreksels, duplicaten, afdrukken, uitdraaien, kopieën of fotokopieën gratis bezorgen.

De akten, stukken, registers, documenten of gegevens betreffende gerechtelijke procedures mogen echter niet verstrekt worden zonder uitdrukkelijke toestemming van de procureur-generaal of de auditeur-generaal.

Art. 6. De openbare instellingen voor sociale zekerheid, de sociale inspecteurs, de sociale inspecteurs van de andere inspectiediensten, alsook alle andere ambtenaren die belast zijn met het toezicht op de naleving van andere wetgevingen, kunnen de krachtens de artikelen 4 en 5 verzamelde gegevens gebruiken om al hun toezichtopdrachten te vervullen.

Art. 7. De sociale inspecteurs kunnen met de inspecties van de andere Lidstaten van de Internationale Arbeidsorganisatie (I.A.O.) waar het Internationaal Verdrag nr. 81 betreffende de arbeidsinspectie in de industrie en de handel, goedgekeurd bij de wet van 29 maart 1957, van kracht is, alle inlichtingen uitwisselen die nuttig zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn.

De door de inspecties van de andere Lidstaten van de I.A.O. verstrekte gegevens worden gebruikt onder dezelfde voorwaarden als de gelijksoortige gegevens die rechtstreeks verzameld worden door de sociale inspecteurs.

De voor de inspecties van deze Lidstaten bestemde gegevens worden door de sociale inspecteurs onder dezelfde voorwaarden verzameld als de gelijksoortige gegevens die bestemd zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee ze zelf belast zijn.

Het bestuur waaronder de sociale inspecteurs ressorteren kan, in het kader van een overeenkomst met de bevoegde overheid van een lidstaat van de I.A.O., eveneens de aanwezigheid van ambtenaren van de inspecties van die Lidstaat op het nationale grondgebied toestaan met het oog op de verzameling van alle gegevens die nuttig zijn voor de uitoefening van het toezicht waarmee ze belast zijn.

De gegevens die een sociale inspecteur in het buitenland verzameld heeft in het kader van een overeenkomst met een Lidstaat van de I.A.O., kunnen gebruikt worden onder dezelfde voorwaarden als de gegevens die de sociale inspecteurs in het Waalse Gewest verzamelen.

Art. 8. De sociale inspecteurs zijn belast met informatie, raadpleging, preventie en controle.

Ze hebben het recht om de overtreder aan te manen, hem een termijn op te leggen om orde op zaken te stellen en processen-verbaal op te maken.

Behoudens bewijs van het tegendeel leveren deze processen-verbaal bewijs op voor zover een afschrift ervan aan de overtreder en, in voorkomend geval, aan zijn werkgever wordt bezorgd binnen veertien dagen met ingang van de dag na de vaststelling van de overtreding. Als de vervaldag, die bij deze termijn wordt ingerekend, een zaterdag, zondag of een wettelijke feestdag is, dan wordt hij naar de eerstkomende werkdag verschoven.

De aanmaning wordt niet gelijkgesteld met de vaststelling van de overtreding.

De door de sociale inspecteurs gemaakte materiële vaststellingen kunnen, met hun bewijskracht, gebruikt worden door de ambtenaren die belast zijn met het toezicht op de naleving van andere wetgevingen.

Art. 9. Om hun opdrachten te vervullen kunnen de sociale inspecteurs de hulp van de gemeentepolitie en de rijkswacht inroepen.

Art. 10. Onverminderd de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, moeten de sociale inspecteurs de nodige maatregelen nemen om de vertrouwelijke aard van de sociale persoonsgegevens te waarborgen die hen in het kader van hun opdracht worden verstrekt, en deze gegevens slechts gebruiken om hun opdracht te vervullen.

Art. 11. Behalve uitdrukkelijke toestemming van de auteur van een klacht of van een aangifte i.v.m. een overtreding van de bepalingen van de wetgeving op de naleving waarvan ze toezicht houden, mogen de sociale inspecteurs in geen geval de naam van de auteur van de klacht of aangifte onthullen, zelfs niet voor de rechtbank.

Het is hen eveneens verboden de werkgever of zijn vertegenwoordiger in kennis te stellen van het onderzoek dat ingesteld werd naar aanleiding van een klacht of een aangifte.

Art. 12. De sociale inspecteurs mogen geen rechtstreeks of onrechtstreeks belang hebben binnen de ondernemingen of instellingen die onder hun toezicht staan.

Art. 13. De sociale inspecteurs die proces-verbaal hebben opgemaakt, worden op hun verzoek in kennis gesteld van elke beslissing betreffende de strafvordering wegens overtreding van de wetgeving op de naleving waarvan ze toezicht houden.

Deze beslissing wordt aan de sociale inspecteurs meegedeeld op verzoek van het orgaan van het openbaar ministerie dat ze heeft genomen, van de griffier van de rechtbank van eerste aanleg of van het hof van beroep die ze heeft uitgesproken, al naargelang het geval.

Art. 14. De werkgever, zijn aangestelden of afgevaardigden die de in artikel 3, 3° van dit decreet bedoelde stukken en de sociale documenten niet binnen de door de sociale inspecteurs voorgeschreven termijn aanplakken, worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met een boete van 26 tot 500 frank of met slechts één van die straffen.

De persoon die het krachtens dit decreet georganiseerde toezicht verhindert, wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een boete van 1 000 tot 5 000 frank of met slechts één van die straffen.

Art. 15. Opgeheven worden, wat het Waalse Gewest betreft :

1° de artikelen 23 à 26 van het koninklijk besluit van 28 november 1975 betreffende de exploitatie van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling;

2° artikel 8 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995;

3° artikel 19bis van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen tewerkgesteld zijn, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995;

4° artikel 14bis van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 1995;

5° artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 1993 tot uitvoering van het decreet van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus;

6° artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 15 september 1994 tot uitvoering van het decreet van 19 mei 1994 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde projecten ten bate van kleine en middelgrote ondernemingen;

7° artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers.

Art. 16. Het ambt van sociaal inspecteur mag uitgeoefend worden door contractuele personeelsleden die op 1 januari 1998 aangesteld zijn bij de inspectiediensten bedoeld in artikel 1. De lijst van deze personeelsleden wordt door de Regering bepaald.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 februari 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN



5 FEVRIER 1998. — Décret relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil. — 320 (1997-1998) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 28 janvier 1998. — Discussion. Vote.